

# LUTTE DE CLASSE

**POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

M A I 1970

## POUR QUI SONNE LE GLAS

Après s'être élevés, avec la hargne que l'on sait, contre les "affreux gauchistes" qui sèment la pagaille dans l'université et dans la rue, voilà que les petits commerçants sortent de leurs boutiques coquettes pour répandre des clous sur la route, s'affronter avec la police, prendre d'assaut des perceptions, fomenter des grèves ... Enfin ils contestent, ils deviennent virulents ; il faut dire que l'instinct de conservation et la sauvegarde des intérêts immédiats peuvent mener loin !

Leurs méthodes sont diverses : des directions réactionnaires tel le C I D lancent des mots d'ordre bruyants, d'apparence révolutionnaire : grève des impôts, retrait des fonds des caisses d'épargne, mais se présentent aussi comme des organisations responsables et représentatives, capables de dialoguer avec la bourgeoisie, et attendant de Giscard d'Estaing "des négociations véritables" qui pourraient le cas échéant, ramener l'ordre et la satisfaction des boutiquiers.

Ce n'est qu'en définissant le rôle de cette classe moyenne dans la société, et sa situation par rapport au capital, qu'il est possible de comprendre le sens de cette rébellion. Les artisans derniers représentants de la production pré-industrielle, les commerçants qui se sont multipliés avec le capitalisme et les petits exploitants paysans - qui eux sont de petits producteurs - forment une classe encore numériquement importante en France.

..../

Les uns et les autres ont joué un rôle de soutien électoral à une époque où le parlement était puissant ; en retour, ils tiraient de cette situation des avantages substantiels. Ils étaient partie intégrante du capitalisme, et dans la lutte des classes se trouvaient évidemment du côté des exploités. Souvenons-nous du rôle qu'ont joué nombre d'entre eux en 1936 au côté des Croix-de-feux, et regardons-les maintenant, montrer du doigt les "vulgaires gauchistes" quand la répression s'abat sur eux.

Mais, par une singulière ironie de l'histoire, ces soutiens traditionnels d'une forme de capitalisme aujourd'hui périmée, qui ne sont plus que les vestiges d'un type de distribution dans laquelle les marges bénéficiaires étaient très importantes, sont de plus en plus clairement évincés par les capitalistes plus puissants. En effet, ceux-ci les considèrent comme des "parasites mangeurs de plus-value". Or par rapport aux besoins des capitalistes, la plus-value est une denrée de plus en plus rare, qu'il ne s'agit pas de laisser se disperser et se répartir entre des bouches inutiles. Il faut au contraire la récupérer partout ; c'est à quoi répond la concentration commerciale. Le capitalisme peut d'ailleurs d'autant mieux sacrifier sans scrupule cette classe moyenne, qu'il a atteint un stade d'efficacité économique élevée avant tout par l'augmentation de la productivité, et qu'en se passant du parlement pour exercer le pouvoir il a de moins en moins besoin de son soutien politique. Cette marche vers sa liquidation se manifeste concrètement par exemple par des contrôles de plus en plus fréquents, des tracasseries administratives de toutes sortes, en même temps que par des mesures prises pour favoriser les grands magasins dont on s'efforçait d'interdire l'expansion pendant les années 30.

Tous ces malheurs s'abattent-ils sur les commerçants, paysans et artisans sans crier gare, et tout d'un coup, le capitalisme ne reconnaîtrait-il plus les siens ? Certainement pas ; celui-ci a sa logique interne : il était inévitable que dans ce système d'exploitation se survivant par le moyen d'une concentration sans cesse accrue, les plus faibles soient éliminés (ce qui s'est d'ailleurs passé dans un premier temps pour les petits industriels). Cette évolution était donc depuis longtemps prévisible, et advienne que pourra à ceux qui aujourd'hui commencent à critiquer, après en avoir profité, un aspect du capitalisme qui ne les satisfait plus.

Quelle doit être alors l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de cette rébellion ? Disons tout de suite que les révolutionnaires n'ont pas à prendre part à la lutte des commerçants, car enfin est-ce à eux de défendre les petits capitalistes contre les gros ? Cette situation offre encore une occasion de se démarquer des positions faussement révolutionnaires et démagogiques des groupes bolchéviques qui affichent aux Beaux-Arts : "libérez Nicoud", qui les soutiennent "pour éviter qu'ils ne deviennent fascistes". Non vraiment pas d'action politique en leur faveur. Ils ne représentent rien et n'ont aucun poids puisqu'ils ne sont rien dans la production.

.... /

Ils n'ont d'ailleurs jamais eu de position propre ; ils représentent une classe flottante qui s'aligne toujours sur le plus fort et personne ne les empêchera, dans une phase de transformation, de représenter une force réactionnaire pouvant s'acheminer vers le fascisme à partir du moment où les travailleurs baisseraient les bras. C'est pourquoi le rôle des véritables révolutionnaires, dans cette situation, est comme toujours, d'agir en sorte que le rapport de force prolétariat-capital joue en faveur de la classe ouvrière ; on peut penser qu'à ce moment la classe moyenne sera obligée de se fondre avec les prolétaires.

Mais pour l'instant, on ne peut attendre des "commerçants contestataires" aucune attitude révolutionnaire ; au contraire ils obscurcissent la situation en faisant prendre à certains des vessies pour des lanternes.

Seuls ceux qui jouent un rôle dans la production peuvent avoir un impact pour transformer la société.

# DROIT SYNDICAL = DROIT PATRONAL

Pendant les événements de mai 1968, alors que la Direction RATEAU refusait d'engager la discussion malgré l'occupation des locaux de l'usine de La Courneuve, les cadres et une partie du personnel venaient chaque matin aux nouvelles pour s'informer de l'évolution du conflit.

Las d'attendre et surtout d'être aussi cavalièrement traités par la Direction Générale, certains cadres entamèrent une timide tentative de médiation en louvoyant entre la Direction et les travailleurs occupant l'usine ; il fût alors question d'une prétendue "troisième force" grâce à laquelle tous les préjugés empêchant le dialogue seraient levés.

Cette idée n'alla pas loin, la Direction ayant purement et simplement éconduit cette "troisième force" qui ne survécut pas à ce camouflage. Pourtant, l'idée resta en suspens et la Direction la reprît plus tard, à son compte. Puisque les cadres "voulaient faire quelque chose", eh bien qu'ils le fassent mais cette fois sous l'œil paternel et bienveillant de la Direction Générale ou si l'on préfère sous sa discrète direction ... Pour ce faire, il fût choisi des cadres et ingénieurs connus pour leurs sentiments anti-tout (excepté bien entendu anti-patronal) qui envoyèrent nominativement à chaque cadre et ingénieur de la société une lettre-circulaire

demandant à cette caste de réfléchir sur l'opportunité de créer à l'intérieur de l'entreprise un groupement catégoriel autonome qui s'intitulerait : "Association des Cadres et Ingénieurs de la Société Rateau" (A C I S R).

Plus des trois quarts répondirent affirmativement : l'affaire était lancée ! Elle aboutit en novembre 1969 à la création officielle de "A C I S R" avec, comme statuts, ceux d'une Association ou d'une Amicale devant informer ses membres de ce qui se passe dans l'entreprise.

En fait, lors de l'agitation générale de novembre et décembre 1969 au sujet des accords Rateau-Alsthom, l'association s'est contentée de distribuer à ses adhérents la copie de la note de la Direction qui ne précisait rien ! ...Ayant accompli son devoir, l'association se rendormit.

Février 1970, tout à coup, branle-bas de combat, réunion extraordinaire, un fait nouveau intervenait qui semblait soudain passionner étrangement l'association : les élections au comité d'entreprise. En effet, pour la première fois, la Direction éprouvait le besoin de rappeler par note au personnel les conditions dans lesquelles la loi autorise un second tour, lorsque le quorum n'est pas atteint lors du premier tour, second tour qui ouvre la porte aux individus ou organisations sans étiquette de centrales syndicales représentatives.

Tout le monde fit alors de savants calculs (ou tripatouillages) : les deux syndicats pour présenter des candidats (un titulaire C F D T et un suppléant C G T) au premier collège des ingénieurs et cadres, et de son côté l' "A C I S R" pour boycotter ce premier tour afin de présenter ses candidats au second tour.

Bâttus au premier tour sous les étiquettes syndicales, les mêmes candidats, après accords réciproques, acceptèrent de se représenter au second tour sous l'étiquette "A C I S R" et furent élus par ceux-là même qui les avaient boycottés au premier tour !...

Tout fût ainsi résolu d'un seul coup, chacun persuadé d'avoir dupé les autres :

- les syndicats infiltrant un de leurs éléments au sein de l' "A C I S R" et au comité d'entreprise,
- l' "A C I S R" ainsi représentée au comité d'entreprise sur le compte des syndicats,
- la Direction Générale se frottant les mains après avoir réussi une nouvelle opération de division des travailleurs et récupéré du même coup les deux seuls et uniques ingénieurs qui s'aventurèrent dans le syndicalisme.

Les travailleurs eux-mêmes, ne sentant pas le danger de l'"affaire", ne s'intéressent pas au problème : les horaires disent que c'est un problème de mensuels ; les mensuels disent que c'est un problème d'ingénieurs et de cadres .....

.../

## PERSPECTIVES

Les motifs qui ont poussé la Direction à cette adroite manoeuvre sont pourtant clairs :

- dans un premier temps, l'association permet de regrouper les ingénieurs et les cadres dans un groupement qui diffuse ainsi dans toute l'entreprise les desideratas de la Direction et permet de plus larges sondages,
- dans un deuxième temps, on peut prévoir l'élargissement de l'association aux techniciens, agents techniques, dessinateurs, assimilés-cadres,
- troisième temps enfin : le total des adhérents A C I S R représentant environ 20 % du personnel, l'association pourra devenir automatiquement "syndicat".

Ces trois temps représentent une progression savamment dosée. En effet, si "l'affaire" avait été déclarée d'emblée "syndicat-maison" (style "C F T"), il est certain qu'elle aurait rencontré de nombreux obstacles et notamment réticences et résistances de la part d'ingénieurs de bonne foi.

- quatrième temps : la direction pourra tout à son aise rédiger tous les "contrats de progrès" possibles et imaginables pour enchaîner davantage les travailleurs de l'entreprise, puisqu'elle aura alors l'assurance d'avoir au moins la signature de l' A C I S R, c'est-à-dire un représentant sur les trois présents au Comité d'Entreprise.

## ENSEIGNEMENTS -

A Grenelle, lorsque le patronat a accepté le droit syndical dans l'entreprise, les centrales représentatives ont crié victoire ...

En fait, ça n'a absolument rien changé à la condition des travailleurs ! Par contre, les liens ont ainsi pu se resserrer entre bureaucrates syndicaux et patronat, dans un éclatant exemple de collaboration de classes. Bureaucrates et patrons jouent de temps en temps à la palabre en "commissions restreintes", les premiers bramant bien entendu à tous vents qu'ils parlent au nom des travailleurs. Parfois, il leur arrive de créer, en étroite "collaboration", un syndicat-maison (comme cela vient d'être le cas chez Rateau), élargissant ainsi davantage encore le fossé entre les horaires et les mensuels.

En ce qui concerne Rateau, cela a pu se faire dans la plus grande indifférence de la part des travailleurs, grâce à la complicité des sections syndicales qui, bien qu'averties en temps opportun, n'ont pas voulu alerter l'opinion générale sur ce qui se tramait afin de ramasser quelques miettes supplémentaires, en récompense d'avoir maintenu la base ... "dans le calme et la discipline"!.....

.../

# RIFIFI CHEZ VAUXHALL

Le 9 mars dernier, 112 vérificateurs de pièces détachées se mettaient en grève à l'usine d'Ellesmere Port de la Vauxhall Motors, filiale britannique de la Général Motors américaine (le plus grand constructeur d'automobiles du monde).

Leur revendication ? Quelque deux ans auparavant, ils avaient accepté de passer de la production à la vérification contre promesse de rallonge une fois leur formation technique terminée ; mais une fois venu le moment de passer à la caisse, la direction avait "découvert" que tous n'avaient pas les mêmes responsabilités, et seuls quarante d'entre eux se virent augmentés de 8 pence (environ 40 centimes) de l'heure. La manœuvre de division avait fait long feu : les vérificateurs étaient unanimes à réclamer la même augmentation pour tous.

Ils avaient affaire à forte partie. Vauxhall est réputé en Angleterre comme une boîte dure qui, pendant des années, avec l'entière complicité de syndicats bien dressés, avait réussi à faire marcher son personnel à la trique. Dans les derniers mois de 1969, la dictature avait été ébranlée par une grève (sauvage, naturellement) de sept semaines, qui avait coûté à la firme la production de 40.000 véhicules et avait contribué à faire apparaître, au bilan annuel, une perte nette de deux millions de livres (quelque 26 millions de francs lourds).

Encore mal remise de cette alerte, la direction affichait une totale intransigeance. Plutôt que de lâcher l'équivalent de 6.500 F par mois, elle arrêtait la fabrication d'une série de pièces essentielles, mettant en chômage 11.000 ouvriers sur les 27.000 que comptent ses usines et sacrifiant une production de véhicules de l'ordre d'un demi-million de livres par jour. En même temps, la direction multipliait les menaces : on allait vers une fermeture totale des usines; les grévistes seraient licenciés ; s'ils ne reprenaient pas le travail, les négociations prévues sur une augmentation générale des salaires seraient ajournées.

Mais les jours passaient et les 112 tenaient bon. Ravalant sa fierté, la direction négociait avec les syndicats un accord de salaires comportant une augmentation générale de 4 livres par semaine minimum (soit environ 230 F par mois). Peut-être les grévistes allaient-ils se contenter de cette aubaine, et reprendre le travail dans l'euphorie des fêtes de Pâques ? Pour les fléchir, on mobilisait la fine fleur du syndicalisme-maison : non seulement les dirigeants nationaux et locaux (qui dès le premier jour avaient refusé de reconnaître la grève) mais encore 250 délégués (shop stewards) de l'usine de Curton n'hésitaient pas à se prostituer en signant des télégrammes qui exhortaient les grévistes à reprendre, dans l'intérêt de leurs camarades privés de travail et d'augmentation.

.... /

Hélas, c'est en vain que les larmes ruisselaient sur les joues des crocodiles : les grévistes n'avaient pas de cœur, ils exigeaient leurs 8 pence en sus des 4 livres échappées à la prodigalité de Vauxhall. Devant une aussi noire ingratitude la Direction prenait l'initiative sans précédent de négocier directement avec les grévistes. Mais ces derniers se montraient beaucoup moins compréhensifs que les bonzes syndicaux, toujours prêts à signer n'importe quoi. Pour ces âmes simples, la négociation ne pouvait consister que dans la satisfaction entière de leur revendication.

Entre temps, les travailleurs mis en chômage commençaient à s'agiter, exigeant d'être payés normalement malgré l'arrêt de la production. Comprenant la précarité de sa position, la direction reculait précipitamment : à la fin de la 3ème semaine de grève, elle proposait d'augmenter tous les vérificateurs à partir de juillet. Sur un nouveau refus de leur part, le 3 avril, elle capitulait sur toute la ligne : l'augmentation serait versée immédiatement. Pour tenter de sauver ce qui lui restait de face, elle signait avec quelques syndicalistes de bonne volonté un accord-bidon, précisant que les vérificateurs assumeraient des responsabilités plus étendues. L'épreuve de force avait duré trois semaines et demie, et entraîné la perte d'une production évaluée à 11 millions de livres.

Certes, on peut calculer qu'à 80 F de mieux par mois, il faudra un certain temps aux grévistes pour rattraper le salaire perdu pendant la lutte. Mais ce serait là un calcul d'épicier et non de prolétaire. En dehors même de la satisfaction d'avoir fait céder le patron, ce que les grévistes ont gagné c'est d'avoir préservé leur solidarité, qui seule les protège de l'arbitraire patronal.

Du coup, le rapport des forces leur devient plus favorable, et c'est bien cela qui est décisif, plutôt que les promesses ou les menaces de la direction, et les pleurnicheries syndicales. Il n'est pas rare d'entendre des Tartuffes déclarer qu'il ne faut pas troubler les négociations par une agitation intempestive. Gageons au contraire que la grève sauvage des 112 vérificateurs n'a pas été étrangère à la soudaine générosité de Vauxhall vis-à-vis de l'ensemble de son personnel.

## Encadrement de choc

A l'usine Berliet de Vénissieux où se succèdent des grèves partielles depuis deux mois, la direction voulait neutraliser un "gauchiste", étudiant en sociologie de Vincennes, qui s'était fait engager à l'atelier des moteurs ; elle a tout naturellement adopté la solution la plus efficace : le nouvel embauché s'est retrouvé muté dans un secteur ... où les militants de la C G T sont nombreux. Là, au moins, il sera bien encadré.

.... /

## SAINTS-BERNARDS

Les établissements Jean Garnier, (entreprise de machines agricoles, installée à Redon, qui emploie 800 salariés) connaissent une situation financière critique. C'est au point que le tribunal de commerce de Rennes a désigné un conseil de direction chargé d'aider le patron à sortir de cette mauvaise passe : les membres de ce conseil sont ... quatre représentants du personnel, à savoir : deux délégués du comité d'entreprise et deux représentants syndicaux (C G T et C F D T) ....

Le président du tribunal, s'adressant à ceux-ci, leur a demandé de faire preuve dans leur tâche d' "une grande bonne volonté et d'une entière collaboration". Nul doute qu'il sera entendu et que les sauveteurs improvisés feront tout leur possible pour remettre à flot l'entreprise et permettre ainsi à son patron de continuer à jouer son rôle d'exploiteur. Décidément, en cas de coups durs, les capitalistes savent sur qui ils peuvent compter.

## FIDEL ou le PÈRE NOËL CUBAIN

Le Monde publiait récemment la conclusion du **dernier** livre de K S KAROL sur Cuba. Sans mettre en doute la bonne foi de Fidel Castro, l'auteur montre les caractères de ce qu'il appelle "l'accumulation primitive socialiste" dans ce pays qui selon ses propres paroles "calque de plus en plus ses méthodes de commerce industriel et de développement intérieur sur celles des pays capitalistes et s'écarte chaque jour davantage de ceux qui croient à une véritable révolution, à une réelle justice sociale". Une telle conclusion ne suffit cependant pas à convaincre son auteur que le pays ne soit pas socialiste, ni que le sacro-saint sauveur de l'île ne changera pas rapidement de politique. Les jours de fête, en l'occurrence en juillet 1970 - mois pour lequel on annonce la production de la dix millionième tonne de sucre, apporteront au maître des destinées cubaines leur message de vérité. Car estime toujours KS. KAROL

il ne peut échapper à Fidel Castro que le lourd labeur exigé par cette production doit être récompensé par une participation réelle de la population à la vie politique et économique du pays. Travailler d'abord, participer ensuite, c'est semble-t-il sa devise qui, au reste, ne nous est pas entièrement étrangère.

..../



Et pour convaincre le lecteur, l'auteur montre les formes qu'a prises l'organisation de cette production. Ce pauvre peuple a tant souffert ! Fidel verra bien qu'il doit souffler à présent. Sur ce point ses termes sont d'une clarté irréprochable. Le Gouvernement Cubain "proclama la priorité absolue du travail et de la discipline" chanson bien connue de tous les travailleurs du monde entier, et la "militarisation foncièrement autoritaire" de la production le tout accompagné des "inconvenients du rationnement draconien, des choix arbitraires d'un appareil hautement verticalisé, décidant de tout en fonction de ses options politiques mal connues" ; l'avantage de cette organisation étant de "four-nir une force de travail déterminante pour la réalisation des plans", de "mettre au pas les sceptiques et les indifférents" par exemple en "appelant sous les drapeaux quelques dizaines de milliers de réservistes". Et cependant cette "mobilisation autoritaire des travailleurs que l'on prive de possibilité d'expression" n'est rien d'autre que la nécessité de l'"accumulation socialiste primitive"; qu'il y ait à Cuba accumulation même primitive nous n'en doutons pas, mais qu'elle soit socialiste nous laisse pour le moins sceptiques.

L'auteur fait preuve d'une myopie désarmante et dangereuse. Montrer une économie qui sépare le capital et le travail, la décision et l'exécution, en dire qu'elle calque le capitalisme et affirmer néanmoins qu'elle est socialiste, cela relève plus de la psychiatrie que de la méthode scientifique. La foi en un mythe d'une quelconque personnalité joue un rôle aliénant. K.S. Karol espère en effet que Fidel Castro aura la prévoyance de "déclancher un mécanisme menant à une société libre et égalitaire", comme si l'histoire nous avait habitués à ce que des individus tout puissants changent, de leur propre volonté, les rapports de production d'une société. Mais le mysticisme qui cherche à masquer la réalité paraît bien pâle devant les faits qui prouvent que ce prétendu socialisme n'est rien d'autre qu'un capitalisme d'état et que la révolution cubaine au même titre que ces révolutions qu'on affuble du titre de socialiste ne correspond qu'à une prise en charge de l'accumulation du capital par une bureaucratie, ne changeant fondamentalement rien à la situation des travailleurs dont la seule sauvegarde ne peut venir que d'eux-mêmes.

---

adresse postale uniquement :

Michel DAUPHIN - 4, rue Clavel  
75 - PARIS 19ème